

Le Turbulent

turbulences09@gmail.com

Pensée unique : politique inique *

Pour avancer, évoluer, l'homme (la femme aussi) a besoin de contradiction. La nécessité d'adopter un langage tient au fait qu'il fallait se mettre d'accord pour chasser une proie ou pour convenir du meilleur endroit pour trouver des baies comestibles pour toute la tribu. On encercle par la gauche (de préférence) ou par la droite ? Si la bête s'enfuit, on s'interroge sur le fait oui ou non d'avoir été con de laisser une échappatoire en passant par la droite. Le soir, au coin du feu, on s'engueulera sur le sujet en bectant des noix et on finira par se mettre d'accord sur une meilleure tactique à adopter la prochaine fois.

Mais s'il n'y a qu'un seul son de cloche (qui sera inventée beaucoup plus tard), il y a des risques que la bestiole s'en tire à chaque fois. Autrement dit, pour évoluer, la société a besoin de contradictions.

Tout cela pour dire que s'il n'est pas nécessaire d'organiser (comme par un fait exprès) des désaccords, il ne faut ni les interdire, ni les négliger.

Venu du siècle des lumières, Voltaire (1694-1778), qui n'a pas dit que des conneries déclarait :

« Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire »

Etonnant non ?



Un autre Gus, homme d'état britannique, Benjamin Disraeli (1804-1881), qui n'était pas forcément une lumière puisque conservateur avait pourtant dit : **« Nul gouvernement ne peut-être solide sans une redoutable opposition »**. Ainsi, tous les élus, de quelque bord politique qu'ils soient, qui privent « l'opposition » du droit à la parole agissent contre la démocratie. Il y a plusieurs façons d'empêcher le droit à la parole et ceux là les connaissent et les appliquent toutes. Le moindre citoyen qui conteste ou qui pose simplement une question est immédiatement qualifié de populiste alors qu'il ne fait qu'exercer son droit le plus élémentaire.

Tout est fait pour que les citoyens n'assistent pas aux conseils municipaux, départementaux et régionaux. Parfois même, les convocations ne sont pas affichées tout comme les compte rendus alors que la loi l'exige. Par ailleurs, il est très difficile, voire impossible, d'obtenir qu'une question soit ajoutée à l'ordre du jour d'une collectivité territoriale majoritaire et dont l'esprit est totalement partial.

Autre exemple de rejet du citoyen, c'est de s'opposer systématiquement à la demande formulée pour obtenir un document administratif (donc public). Il faut parfois (souvent) s'adresser soit à la préfecture soit à la C.A.D.A. (Commission d'Accès aux Documents Administratifs) et quand cela ne suffit pas il faut se tourner vers le tribunal administratif.

Pensée unique : politique inique suite

Que penser de ces élus qui instrumentalisent la justice pour faire taire des citoyens et/ou les poursuivre y compris à des fins personnelles. Par exemple, dans un petit village, plus de 20 000 € ont été dépensés en frais d'avocat par la commune pour des actions injustifiées et déboutées au final. Le Turbulent en a eu l'expérience.

Que dire des traitements odieux réservés aux lanceurs d'alerte quand ils dénoncent des prises illégales d'intérêts de certains élus.

Celui-ci embauche sa fille comme employée communale, cet autre confie tous les travaux de la commune à une entreprise qui appartient à son fils, celui-là subventionne ou favorise son entreprise et cet autre encore qui achète des terrains agricoles qui deviennent constructibles comme par miracle dans un plan local d'urbanisme. Etc... Bref, vous l'aurez compris, ces champions de la démocratie piétinent allègrement tous les principes républicains et les règles de vie en commun alors qu'ils devraient être eux-mêmes exemplaires. Il ne sont pas tous pourris. Pourtant ces tricheurs salissent tous les autres.

Désaccords et des accords

Un exemple que nous connaissons bien : le fonctionnement de notre petite équipe du Turbulent. Les femmes et les hommes qui la composent n'ont pas voté pour les mêmes candidats aux élections présidentielles, législatives et européennes. Cela ne nous a jamais empêché de travailler ensemble. Quand nous avons un désaccord, il se règle généralement autour d'une tasse de café. Pour travailler sur ce journal, nous le ruminons depuis 4 mois au moins, alors que l'idée première date depuis bien avant les élections présidentielles.



Certains se diront peut-être : « Quelle perte de temps ! » Ils auront tort. Nous prenons notre temps et nous réfléchissons avant d'écrire et/ou de passer à l'action. Nous sommes amis et déjeunons et dînons souvent ensemble pour partager et confronter nos idées.

Nous ne fonctionnons pas sous le principe du consensus obligatoire car cela nous amènerait à éviter des sujets « qui fâchent ». À voir comment les partis politiques fonctionnent généralement, l'engueulade paraît être la première priorité. C'est la bataille des égos pour la prise du pouvoir « du chef de meute ». Triste spectacle n'est-ce pas ?



TRISTE SPECTACLE

Un monde parfait ?

Imaginez un monde où toutes et tous seraient toujours d'accord à 100% : ce serait grave chiant car rapidement, nous n'aurions plus rien à nous dire et la parole deviendrait inutile.

Brrrrrrrrrr ! Quelle horreur.

Alors chef ou pas chef ?

C'est une question qui a paralysé les « nuits debout », les gilets jaunes et la « France insoumise » dans une autre mesure. Le schéma mental habituel nous amène à répondre oui, mais il faut nous habituer à l'idée qu'il est désastreux que quelques personnes décident en lieu et place de tous les autres. Vous n'êtes pas d'accord ?

Tant mieux !

Voilà un sujet de conversation.

Dans le prochain Turbulent : L'emprise des barons